

PAR COURRIEL

Québec, le 6 mars 2025

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 3 février 2025, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

«un document incluant les informations suivantes au sujet du Programme de Supplément au Loyer (PSL) dédié à l'agglomération de Montréal :

- Pour chaque année en commençant par 2018 jusqu'en date d'aujourd'hui, combien d'unités de logement subventionnées dans le cadre du PSL sont réservées à la population itinérante sur le territoire montréalais ?
- Pour chaque année en commençant par 2018 jusqu'en date d'aujourd'hui, combien d'unités de logement subventionnées dans le cadre du PSL réservées à la population itinérante sont occupées sur le territoire montréalais?
- Pour chaque année en commençant par 2018 jusqu'en date d'aujourd'hui, combien d'unités de logement subventionnées dans le cadre du PSL sont réservées aux victimes de violence conjugale sur le territoire montréalais ?

... 2

- Pour chaque année en commençant par 2018 jusqu'en date d'aujourd'hui, combien d'unités de logement subventionnées dans le cadre du PSL réservées aux victimes de violence conjugales sont occupées sur le territoire montréalais ? »

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés en pièce jointe.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2024-2025-83

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Unités PSL pour la population itinérante et les victimes de violence conjugales sur le territoire montréalais depuis 2018*

Année	Population itinérante		Victimes de violence conjugale	
	Unités subventionnées	Unités réservées ¹	Unités subventionnées	Unités réservées ¹
2018	143	158	-	-
2019	181	206	-	-
2020	199	406	-	-
2021	273	406	-	40
2022	405	712	-	125
2023	515	712	40	145
2024	608	712	82	191

* Données cumulatives au 31 décembre de chaque année

1. Les unités réservées correspondent au nombre d'unités faisant l'objet d'une entente avec l'Office municipal de Montréal. Ce nombre inclut les unités subventionnées.